



FRANCE

La fin d'année mouvementée des étudiants en BTS

Les candidats passent leurs épreuves écrites terminales après deux années scolaires perturbées

Stages trop courts, alternance en télétravail, cours en demi-jauge ou à distance, écoles fermées... Pour nombre des 185 000 élèves en brevet de technicien supérieur (BTS) qui passent leurs examens en présentiel depuis le 10 mai, la détresse est manifeste.

« J'ai l'impression que c'est irréel », soupire Ilian, tassé dans le RER B avec ses camarades, en direction du parc des expositions de Villepinte (Seine-Saint-Denis). Tous les six se rendent à leur première épreuve de BTS en communication. Des examens qui courent, pour eux, jusqu'au 16 juin. Dans la rame, les griefs contre le gouvernement et leur école fusent. Ils s'estiment traités comme des « cobayes », « oubliés » et « abandonnés ».

Depuis deux mois, les étudiants en BTS se mobilisent, sur les réseaux sociaux principalement, pour le passage de leur diplôme en contrôle continu. Mais ni la pétition aux 93 000 signataires ni leur requête devant le Conseil d'Etat n'auront permis d'annuler le passage des épreuves. Les lycées publics étant restés ouverts la majeure partie de l'année scolaire, le ministère de l'enseignement supérieur a choisi de les maintenir. Un rattrapage sera toutefois organisé en juillet, a-t-il annoncé le 16 avril.

Cette deuxième chance sera ouverte à ceux n'ayant pas la moyenne et aux absents munis d'un justificatif. De plus, les jurys pourront, si besoin, s'appuyer sur les livrets scolaires et des instructions leur seront communiquées, pour prendre en compte ces « deux dernières années très compliquées », précise le ministère.

Rythme des cours ralenti

Ces mesures, auxquelles s'ajoute l'assouplissement de la validation des stages, sont loin de satisfaire les BTS mobilisés. Elève au lycée Voltaire, à Orléans, Safa décrit ces examens comme « une catastrophe ». Dans son lycée, en BTS négociation et digitalisation de la relation client, les absences dues au Covid-19, cumulées aux trois semaines de distanciel, ont ralenti le rythme des cours, comme dans l'enseignement secondaire.

Dans la filière culture économique, juridique et managériale, une enseignante leur a envoyé, quinze jours avant l'examen, les dix derniers chapitres encore non étudiés en classe, assure-t-elle. « Jusqu'au dernier jour, j'étais persuadée qu'on gagnerait », dit-elle.

Mais, selon certains professeurs, les enseignements n'ont pas toujours été si perturbés. Au

lycée Louise-Michel, à Bobigny, Nicolas Gourin, professeur d'économie gestion, a terminé son programme à temps, malgré la demi-jauge, et considère que ses étudiants sont partis sereins aux examens.

D'autres n'ont pas eu cette chance. En particulier, les jeunes scolarisés dans des écoles privées (environ 6 % des candidats scolaires). Celles-ci, comme les autres établissements du supérieur, sont restées fermées pendant les confinements successifs.

Sur les deux ans de sa formation, à Paris, en management commercial opérationnel, Lauranne, 20 ans, n'a eu que quatre mois de cours, regrette-t-elle. Même problème pour Ilian et ses camarades,

inscrits en BTS communication, à Isifa, une école située à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) qu'ils financent avec une alternance ou

avec leurs économies. Aucun des six n'a intégré cette école par choix. Après une erreur d'orientation en première année, ils n'avaient pas trouvé de place en BTS sur Parcoursup. Ces formations sont sélectives : dans son lycée de l'académie de Lyon, Sergio Faia, professeur d'économie gestion, reçoit environ 2 000 dossiers pour 35 places.

A ces difficultés s'ajoutent les effets de la crise économique sur la qualité de la formation. Lauranne avait signé un contrat de professionnalisation dans la vente avec une chaîne de grands magasins parisiens, mais elle a été licenciée, en juin 2020 : l'entreprise avait fait trop de pertes pendant le confinement. Ilian, lui, a trouvé une alternance, mais n'a pas pu travailler pendant un an, car il était au chômage partiel. Sana, étudiante à Paris, effectue toute son alternance en télétravail. « Je n'ai jamais été en contact avec les clients, je n'ai aucune idée de qui sont les fournisseurs, je ne connais pas mes collègues et je n'ai vu ma chef que deux fois », déplore-t-elle.

Inégalités exacerbées

Or, ces stages ou alternances sont évalués pour obtenir le diplôme. Dans le privé, ce sont des oraux, au cours desquels les étudiants présentent des fiches, censées rendre compte des situations vécues dans le monde du travail.

Nombreux sont donc les candidats à inventer de toutes pièces des expériences qu'ils n'ont pas pu vivre. C'est le cas de Lauranne,





Sana, Ilian ou encore Hugo, l'un des requérants au Conseil d'Etat, qui n'a pu faire que huit semaines de stage en deux ans, contre les quatorze normalement exigées. « Notre professeur nous a dit d'inventer quelque chose », témoigne l'étudiant en communication.

Entre les écoles et les lycées, le fossé n'est pas nouveau. Déjà en 2019, le taux de réussite des élèves hors contrat s'élevait à 65,3 %, contre 80 % pour les candidats du public, d'après les données du ministère.

Emmanuelle Gouhier, professeur de mathématiques au lycée Eugène-Delacroix, à Maison-Alfort (Val-de-Marne), l'a constaté cette année avec ses étudiants en première année de BTS. « Pour les profils d'élèves pas très scolaires, déjà fragiles, le Covid n'a rien arrangé », analyse-t-elle. Dans sa classe, composée à égalité d'étudiants issus des trois filières du bac, les différences de niveau, importantes à l'origine, se sont creusées. Par ailleurs, elle a vu ses élèves, dont l'année de terminale a été fortement perturbée par l'épidémie, décrocher plus tôt et dans des proportions plus importantes : sur 24 étudiants, seuls 15 venaient régulièrement en classe. « Je n'ai jamais vu ça. »

De son côté, Nicolas Gourin « a eu un gros travail psychologique à faire pour rassurer les étudiants ». Parfois, les efforts des enseignants ne suffisent pas. Safa se dit « éccœurée » par ces deux années d'études. Malgré son bon niveau scolaire – elle a 14 de moyenne générale –, elle a abandonné son projet d'intégrer une licence professionnelle puis un master de marketing. « Je prends des médicaments, je ne dors plus la nuit et je fais des crises d'angoisse », témoigne de son côté Lauranne, qui envisage désormais de ne pas poursuivre ses études. ■

ALICE BOUVIALA

Les lycées publics étant restés ouverts la majeure partie de l'année, le ministère a choisi de maintenir les épreuves

« Je n'ai jamais été en contact avec les clients, je ne connais pas mes collègues et j'ai vu ma chef deux fois »

SANA
étudiante en alternance
en télétravail





Rassemblement pour une modification des examens de BTS, devant l'Assemblée, à Paris, le 5 mai. XOSE BOUZAS/HANS LUCAS

